



La révolte, c'est maintenant !

Le Ministre et le Directeur Général engagent une refonte sans précédent des missions et du maillage territorial de la DGFIP. Il ne s'agit plus d'adapter les structures et le réseau mais d'un véritable déménagement du territoire. L'intersyndicale DGFIP (Solidaires, C.G.T., F.O.) appelle à la mobilisation générale. A la DRFiP PACA 13 aussi, nous comptons bien montrer notre écœurement et notre colère au cours de ce mois de mars décisif pour notre avenir.

Tous les personnels seront directement ou indirectement concernés à un moment ou à un autre. **Nous pouvons, si nous le décidons vraiment et si nous nous y mettons tous, arrêter cette liquidation méthodique de la DGFIP et c'est maintenant que nous devons le faire.**

Démembrer la DGFIP, c'est non !

Travailler loin de chez soi, dans de moins bonnes conditions et avec quel avenir ? Création d'agences comptables, concentration de services (dans notre département : **suppression de la moitié des trésoreries mixtes, maintien d'une petite dizaine de S.I.P. seulement, idem pour les S.I.E., fusions des 4 C.D.I.F. en 2, des 7 S.P.F. en 2...**), accueil itinérant ou ponctuel dans les Maisons de Service Au Public, conséquences de la « Géographie revisitée » qui aboutiront fatalement à de la mobilité forcée et à la perte de notre statut de fonctionnaire d'Etat... Pour nous, c'est non !

Dans le même temps, dans une DGFIP amputée, le Gouvernement veut amplifier sa politique...

- de réduction des moyens budgétaires dont les projets actuels ne peuvent qu'aggraver les conséquences : pression sur le pouvoir d'achat et sur le déroulé de carrière, suppressions d'emplois (près d'un tiers des emplois de la DGFIP serait supprimés)... ;
- de montée en charge de l'intelligence artificielle qui, sans intelligence humaine, est vouée à l'échec ! Ainsi, dans le contrôle fiscal, un datamining sans agents pour alimenter les données en amont et les traiter en aval ne servira pas la lutte contre la fraude fiscale ;
- de suppressions d'implantations locales à la DGFIP pour les remplacer par des maisons de service au public pluridisciplinaires et des accueils ponctuels, soit un service public « low cost » qui, après avoir liquidé le Secteur Public Local, s'attaquera à l'ensemble de nos structures.

Le projet de Loi Fonction Publique rendra possible toutes ces entorses aux garanties statutaires. En effet, s'il aboutissait, les fonctionnaires seraient contraints au changement de poste, de résidence, d'Administration voire de statut. Les instances de dialogue social seraient affaiblies avec la suppression de certaines CAP notamment de mutations. A titre d'exemple, un détachement d'office pour suivre une mission externalisée serait possible sans contrôle de la CAP.

Parallèlement, le Directeur Général est en train de négocier un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens avec la Direction du Budget, la signature est prévue fin mars. Passé ce délai, les suppressions d'emplois seront entérinées sur plusieurs années.

C'est maintenant qu'il faut agir pour donner un coup d'arrêt à ces projets, obtenir le renforcement de la DGFIP sur toutes ses missions, la présence pérenne des services de la DGFIP sur le territoire, des moyens humains, juridiques et organisationnels suffisants pour assurer dans de bonnes conditions un service public de qualité et une reconnaissance de l'engagement des personnels par une revalorisation du régime indemnitaire et l'abondement des promotions internes.

C'est possible, notre avenir sera ce que collectivement nous en ferons.

Grève DGFIP le jeudi 14 mars

avec rassemblement devant la Délégation Régionale

Grève interprofessionnelle le mardi 19 mars

avec manifestation sous banderole DRFiP PACA 13

Grève nationale le jeudi 28 mars

avec rassemblement devant la Direction Générale (Bercy)

Par ces trois journées de grève et ces actions, refusons la destruction de nos missions, de nos structures, de nos emplois, de nos rémunérations.

Au pied du mur, révoltons nous !